

F. 93 — 1592

2 AVRIL 1993. — Arrêté royal approuvant la résolution n° 26 du 28 novembre 1991 de la Commission centrale pour la Navigation du Rhin relative au Règlement de Visite des Bateaux du Rhin

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la convention entre le Grand-Duché de Bade, la Bavière, la France, le Grand-Duché de Hesse, les Pays-Bas et la Prusse pour la Navigation du Rhin, signée à Mannheim le 17 octobre 1868, notamment l'article 46, modifié par la convention du 20 novembre 1963, approuvée par la loi du 4 février 1987;

Vu le Règlement de Visite des Bateaux du Rhin, approuvé par l'arrêté royal du 30 mars 1976, tel qu'il a été modifié ultérieurement, notamment les articles 1.08 et 7.03, chiffre 5;

Vu l'arrêté royal du 11 août 1986 approuvant la résolution n° 26 du 28 novembre 1985 de la Commission centrale pour la Navigation du Rhin relative au Règlement de Visite des Bateaux du Rhin;

Vu l'arrêté royal du 10 janvier 1990 approuvant la résolution n° 21 du 24 novembre 1988 de la Commission centrale pour la Navigation du Rhin relative au Règlement de Visite des Bateaux du Rhin;

Vu la résolution n° 26 du 28 novembre 1991 de la Commission centrale pour la Navigation du Rhin;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que la résolution n° 26 du 28 novembre 1991 de la Commission centrale pour la Navigation du Rhin est entrée en vigueur le 1^{er} avril 1992 au plan international et qu'il est urgent d'en consacrer l'application en droit interne;

Sur la proposition de Notre Ministre des Communications et des Entreprises publiques et de Notre Ministre des Affaires étrangères,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. La résolution n° 26 du 28 novembre 1991 de la Commission centrale pour la Navigation du Rhin, dont le texte est repris en annexe au présent arrêté, est approuvée.

Art. 2. Notre Ministre des Communications et des Entreprises publiques et Notre Ministre des Affaires étrangères sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 2 avril 1993.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Communications
et des Entreprises publiques,

G. COÈME

Le Ministre des Affaires étrangères,

W. CLAES

Annexe

Règlement de Visite des Bateaux du Rhin

*Résolution n° 26 du 28 novembre 1991
de la Commission centrale pour la Navigation du Rhin*

Installations d'extinction fixées à demeure (article 7.03, chiffre 5).
La Commission centrale
sur la proposition de son Comité du Règlement de Visite,

en connaissance des objectifs poursuivis sur un plan international de limiter et bientôt d'interdire certains hydrocarbures halogénés détruisant la couche d'ozone,

N. 93 — 1592

2 APRIL 1993. — Koninklijk besluit houdende goedkeuring van de resolutie nr. 26 van 28 november 1991 van de Centrale Commissie voor de Rijnvaart met betrekking tot het Reglement betreffende het Onderzoek van Rijnschepen

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de overeenkomst tussen het Groothertogdom Baden, Beieren, Frankrijk, het Groothertogdom Hessen, Nederland en Pruisen voor de Rijnvaart, getekend op 17 oktober 1868 te Mannheim, inzonderheid op artikel 46, gewijzigd door de overeenkomst van 20 november 1963, goedgekeurd door de wet van 4 februari 1987;

Gelet op het Reglement betreffende het Onderzoek van Rijnschepen, goedgekeurd bij koninklijk besluit van 30 maart 1976, zoals achteraf gewijzigd, inzonderheid op de artikelen 1.08 en 7.03, cijfer 5;

Gelet op het koninklijk besluit van 11 augustus 1986 houdende goedkeuring van de resolutie nr. 26 van 28 november 1985 van de Centrale Commissie voor de Rijnvaart met betrekking tot het Reglement betreffende het Onderzoek van Rijnschepen;

Gelet op het koninklijk besluit van 10 januari 1990 houdende goedkeuring van de resolutie nr. 21 van 24 november 1988 van de Centrale Commissie voor de Rijnvaart met betrekking tot het Reglement betreffende het Onderzoek van Rijnschepen;

Gelet op de resolutie nr. 26 van 28 november 1991 van de Centrale Commissie voor de Rijnvaart;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de resolutie nr. 26 van 28 november 1991 van de Centrale Commissie voor de Rijnvaart in werking getreden is op 1 april 1992 op internationaal vlak en dat het hoogdringend is de toepassing ervan te bekraftigen op het intern recht;

Op de voordracht van Onze Minister van Verkeerswezen en Overheidsbedrijven en Onze Minister van Buitenlandse Zaken,

Hebben Wij besloten en besloten Wij :

Artikel 1. De resolutie nr. 26 van 28 november 1991 van de Centrale Commissie voor de Rijnvaart, waarvan de tekst voorkomt in de bijlage bij dit besluit, is goedgekeurd.

Art. 2. Onze Minister van Verkeerswezen en Overheidsbedrijven en Onze Minister van Buitenlandse Zaken zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 2 april 1993.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Verkeerswezen
en Overheidsbedrijven,

G. COÈME

De Minister van Buitenlandse Zaken,

W. CLAES

Bijlage

Reglement betreffende het Onderzoek van Rijnschepen

*Resolutie nr. 26 van 28 november 1991
van de Centrale Commissie voor de Rijnvaart*

Vast ingebouwde brandblusinstallaties (artikel 7.03, cijfer 5).
De Centrale Commissie
op de voordracht van haar Comité van het Reglement betreffende het onderzoek,
met kennis van de op internationaal vlak nagestreefde doelstellingen die erop gericht zijn het gebruik van bepaalde halogene koolwaterstoffen die de ozonlaag aantasten, te beperken en weldra te verbieden,

constatant que les prescriptions temporaires adoptées par la résolution 1985-II-26 et prolongées par la résolution 1988-II-21 expirent le 1^{er} avril 1992,

adopte, en vertu de l'article 1.08 du Règlement de visite des Bateaux du Rhin, l'amendement à l'article 7.03, chiffre 5, figurant à l'annexe à la présente résolution.

Cet amendement sera en vigueur du 1^{er} avril 1992 au 31 décembre 1993 sous le bénéfice des dispositions transitoires suivantes :

1. Les installations d'extinction au CO₂ montées avant le 1^{er} octobre 1980 continuent à être admises à condition qu'elles répondent aux prescriptions de l'actuel article 7.03, chiffre 5 (résolution 1975-I-23).

2. Les installations d'extinction fonctionnant avec l'agent extincteur halon 1301 (CBrF₃) montées avant le 1^{er} avril 1992 continuent à être admises à condition qu'elles répondent aux prescriptions de l'article 7.03, chiffre 5, dans sa version de la prescription temporaire (résolution 1985-II-26).

3. Les dispositions de l'article 7.03, chiffre 5b) concernant l'aspiration de l'air de combustion, relatives aux installations d'extinction au CO₂ fixées à demeure ne sont applicables qu'aux installations à bord de bateaux dont la quille est posée après le 1^{er} octobre 1992.

*Annexe à la résolution n° 26 du 20 novembre 1991
de la Commission centrale pour la Navigation du Rhin*

L'article 7.03, chiffre 5, est libellé comme suit :

« 5. Pour les installations d'extinction fixées à demeure, l'utilisation du halon n'est pas autorisée. Le CO₂ est autorisé comme agent extincteur dans les conditions suivantes :

a) Les installations d'extinction au CO₂ ne peuvent être mises en action que dans les salles de machines, salles de chauffe et chambres des pompes.

b) L'air de combustion nécessaire aux moteurs à combustion destinés à la marche des bateaux ne doit pas être aspiré des salles de machines, salles de chauffe ou chambres des pompes.

c) Toute installation d'extinction au CO₂ fixée à demeure doit être équipée d'un appareil avertisseur dont les signaux sont clairement audibles, même dans les conditions d'exploitation correspondant au plus grand bruit propre possible, dans tous les locaux devant être envahis par le gaz CO₂, et se distinguant nettement de tous les autres signaux avertisseurs acoustiques existant à bord.

Ces signaux avertisseurs CO₂ doivent également être clairement audibles dans les locaux avoisinants, les portes de communication étant fermées et dans les conditions d'exploitation correspondant au plus grand bruit propre possible, lorsque ceux-ci peuvent être évacués par le local qui doit être envahi par le gaz CO₂.

A la sortie et à l'entrée de tous les locaux susceptibles d'être atteints par le CO₂, un panneau portant en lettres rouges sur fond blanc l'inscription suivante dans les langues allemande, française et néerlandaise doit être apposé à un endroit approprié :

« Bei Ertönen des CO₂-Warnsignals... (Beschreibung des Signals) den Raum sofort verlassen ! Erstickungsgefahr ! »

« Quitter immédiatement ce local au signal CO₂... (description du signal) Danger d'asphyxie ! »

« Bij het in werking treden van het CO₂-Alarmsignaal... (omschrijving van het signaal) — deze ruimte onmiddellijk verlaten ! Verstikkingsgevaar ! »

d) A proximité de tout dispositif de déclenchement d'une installation d'extinction au CO₂, doit être apposé le mode d'emploi dans les langues allemande, française et néerlandaise, bien lisible et inscrit de manière durable.

Les canalisations arrivant aux différents locaux susceptibles d'être atteints par le CO₂ doivent être pourvues d'un dispositif de fermeture.

Avant la mise en service de l'installation d'extinction, l'avertisseur prescrit sous c) ci-dessus doit au préalable être déclenché automatiquement.

e) Les réservoirs de CO₂ doivent être logés dans un local séparé des autres locaux de manière étanche au gaz.

Ce local ne doit être accessible que directement de l'extérieur et doit disposer d'une aération suffisante et indépendante, complètement distincte des autres systèmes d'aération du bord. La température dans ce local ne doit pas dépasser 60°C.

Tout réservoir sous pression doit porter l'inscription « CO₂ » en blanc sur fond rouge. La hauteur des caractères doit être d'au moins 6 cm.

vaststellende dat de tijdelijke voorschriften aangenomen bij resolutie 1985-II-26 en verlengd bij resolutie 1988-II-21 op 1 april 1992 verstrijken,

neemt krachtens artikel 1.08 van het Reglement betreffende het Onderzoek van Rijnschepen het amendement op artikel 7.03, cijfer 5 aan, dat voorkomt in de bijlage bij deze resolutie.

Dit amendement zal van toepassing zijn van 1 april 1992 tot 31 december 1993 met inachtneming van de volgende overgangsbeperkingen :

1. De CO₂-brandblusinstallaties geplaatst vóór 1 oktober 1990 blijven toegelaten op voorwaarde dat zij voldoen aan de voorschriften van het huidige artikel 7.03, cijfer 5 (resolutie 1975-I-23).

2. De CBrF₃-brandblusinstallaties (met blusmiddel halon 1301) geplaatst vóór 1 april 1992 blijven toegelaten op voorwaarde dat zij voldoen aan de voorschriften van artikel 7.03, cijfer 5, in de versie van het tijdelijk voorschrift (resolutie 1985-II-26).

3. De bepalingen van artikel 7.03, cijfer 5b) betreffende de afzetting van de verbrandingslucht met betrekking tot de vast ingebouwde CO₂-brandblusinstallaties zijn niet van toepassing op de installaties aan boord van schepen waarvan de kiel na 1 oktober 1992 wordt gelegd.

*Bijlage bij de resolutie nr. 26 van 20 november 1991
van de Centrale Commissie voor de Rijnvaart*

Het artikel 7.03, cijfer 5 luidt als volgt :

« 5. Voor de vast ingebouwde brandblusinstallaties mag geen halon gebruikt worden. CO₂ mag onder de volgende voorwaarden als blusmiddel gebruikt worden :

a) De CO₂-brandblusinstallaties mogen uitsluitend in de motor-, ketel- en pompruimten worden ingezet.

b) De verbrandingslucht noodzakelijk voor de verbrandingsmotoren waardoor de schepen worden voortgestuwd, mag niet afkomstig zijn uit de motor-, ketel- en pompruimten.

c) Iedere vast ingebouwde CO₂-brandblusinstallatie moet voorzien zijn van een waarschuwingsysteem, waarvan de signalen in de ruimte, die met CO₂-gas kunnen worden gevuld, ook onder bedrijfsomstandigheden waarbij aldaar het meest geluid wordt geproduceerd, duidelijk hoorbaar zijn en zich duidelijk van alle geluidsseinen aan boord onderscheiden.

Deze CO₂-waarschuwingsignalen moeten ook in de belendende ruimten, indien deze ruimten via de ruimte, die met CO₂-gas kan worden gevuld, verlaten kunnen worden, duidelijk hoorbaar zijn. De hoorbaarheid van het signaal moet ook bij gesloten verbindingsschuuren en bij het onder de bedrijfsomstandigheden meest geluid in deze ruimten, voldoende zijn.

Naast iedere in- en uitgang van een ruimte, die met CO₂-gas kan worden gevuld, moet duidelijk zichtbaar een bord worden aangebracht met daarop in rode letters op een witte ondergrond in het Duits, het Frans en het Nederlands, de volgende tekst :

« Bei Ertönen des CO₂-Warnsignals... (Beschreibung des Signals) den Raum sofort verlassen ! Erstickungsgefahr ! »

« Quitter immédiatement ce local au signal CO₂... (description du signal) Danger d'asphyxie ! »

« Bij het in werking treden van het CO₂-Alarmsignaal... (omschrijving van het signaal) — deze ruimte onmiddellijk verlaten ! Verstikkingsgevaar ! »

d) Bij iedere inrichting voor het inwerking stellen van de CO₂-brandblusinstallatie moet de gebruiksaanwijzing in het Duits, het Frans en het Nederlands duidelijk zichtbaar, goed leesbaar en duuzaam uitgevoerd zijn aangebracht.

De leidingen naar de afzonderlijke ruimten, die met CO₂ kunnen worden gevuld, moeten elk afzonderlijk van een bedieningsafsluiter zijn voorzien.

Vóór de gebruikstelling van de brandblusinstallatie moet automatisch eerst het onder c) voorgeschreven waarschuwingsysteem in werking treden.

e) De CO₂-houders moeten in een van de overige ruimten gasdicht gescheiden ruimte zijn ondergebracht.

Deze ruimte mag slechts rechtstreeks van buiten toegankelijk zijn en moet over een eigen, van de andere ventilatiesystemen aan boord volledig gescheiden, voldoende ventilatie beschikken. De temperatuur in deze ruimte mag niet meer bedragen dan 60°C.

Elke drukhouder moet in witte letters op een rode ondergrond zijn voorzien van het opschrift « CO₂ ». De hoogte van de lettertekens moet ten minste 6 cm bedragen.

f) Les réservoir garnitures et canalisations de CO₂ sous pression doivent être conformes aux dispositions en vigueur dans un des Etats riverains du Rhin ou en Belgique. Ils doivent porter le poinçon officiel attestant qu'ils ont subi avec succès les épreuves réglementaires.

g) L'avertisseur visé sous c) ci-dessus doit être vérifié au moins tous les 12 mois.

Les installations d'extinction doivent être vérifiées au moins tous les 2 ans. Cette vérification doit comprendre au moins :

- l'inspection extérieure de l'ensemble de l'installation,
- le contrôle du fonctionnement du système de canalisations et des buses de sortie,
- le contrôle du fonctionnement du mécanisme de déclenchement,
- présence de CO₂ se trouvant dans chaque réservoir de service.

Les attestations relatives à la vérification de l'appareil avertisseur et de l'installation d'extinction, signées par la personne qui a effectué le contrôle, doivent se trouver à bord. Ces attestations doivent mentionner au moins les contrôles susvisés ainsi que les résultats obtenus et la date de la vérification.

h) S'il existe une ou plusieurs installations d'extinction au CO₂ fixées à demeure, le certificat de visite doit porter la mention suivante :

« ... installation(s) d'extinction au CO₂ fixée(s) à demeure. » Les attestations visées à l'article 7.03, chiffre 5g) doivent se trouver à bord. »

D'autres agents extincteurs ne sont autorisés que sur la base de recommandations des organes compétents des Etats riverains du Rhin et de la Belgique. »

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 2 avril 1993.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Communications
et des Entreprises publiques,

G. COëME

Le Ministre des Affaires étrangères,
W. CLAES

f) Drukholders, armaturen en leidingen van de CO₂-installatie moeten overeenkomen met de in een van de Rijnoeverstaten of België geldende voorschriften. Zij moeten zijn voorzien van een officiële stempel ten bewijze van de keuring op basis van de voorgeschreven beproevingen.

g) Het waarschuwingssysteem, bedoeld onder c), moet ten minste elke 12 maanden worden gekeurd.

De blusinstallatie moet ten minste elke 2 jaar worden gekeurd. Deze keuring moet ten minste omvatten :

- uitwendige inspectie van de gehele installatie,
- controle op de werking van het leidingensstelsel en van de blaasmonden,
- controle op de werking van het bedieningsmechanisme,
- de in elke bedrijfshouder aanwezige voorraad CO₂-gas.

Betreffende de keuring van het waarschuwingssysteem en de brandblusinstallatie moeten bewijsstukken aan boord zijn, die zijn ondertekend door degene, die de keuring heeft verricht. Op deze bewijsstukken moeten tenminste bovengenoemde controles en de daarbij verkregen resultaten, alsmede de datum van de keuringen zijn vermeld.

h) Bij aanwezigheid van een of meer vast ingebouwde CO₂-brandblusinstallaties moet op het certificaat van onderzoek de volgende aantekening worden geplaatst :

« ... (aantal) vast ingebouwde CO₂-brandblusinstallatie(s). » « De in artikel 7.03, vijfde lid onder g) voorgeschreven bewijsstukken moeten zich aan boord bevinden.

Andere blusmiddelen zijn slechts toegelaten op basis van aanvelingen van de bevoegde autoriteiten van de Rijnoeverstaten en van België. »

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 2 april 1993.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Verkeerswezen
en Overheidsbedrijven,

G. COëME

De Minister van Buitenlandse Zaken,

W. CLAES

MINISTÈRE DES FINANCES

F. 93 — 1593

24 JUIN 1993. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal n° 20 du 20 juillet 1970 fixant les taux de la taxe sur la valeur ajoutée et déterminant la répartition des biens et des services selon ces taux

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu le Code de la taxe sur la valeur ajoutée, notamment l'article 37, modifié par la loi du 28 décembre 1992;

Vu l'annexe à l'arrêté royal n° 20 du 20 juillet 1970 fixant les taux de la taxe sur la valeur ajoutée et déterminant la répartition des biens et des services selon ces taux, notamment le tableau A, rubrique XVII, modifiée par les arrêtés royaux des 25 avril 1990 et 20 décembre 1992, rubrique XXII, modifiée par l'arrêté royal du 20 décembre 1992, et rubrique XXIII, modifiée par les arrêtés royaux des 20 janvier 1975 et 29 décembre 1983, et le tableau B, rubrique IV, modifiée par l'arrêté royal du 17 mars 1992, et rubrique V, modifiée par l'arrêté royal du 17 mars 1992;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence motivée par le fait que les modifications apportées aux taux de T.V.A. applicables à certains biens entrent en vigueur le 1er juillet 1993 et qu'il y a lieu dès lors d'informer le plus rapidement possible les entreprises des changements de taux et de leur permettre ainsi d'adapter à temps leur système comptable à ces nouveaux taux;

MINISTERIE VAN FINANCIEN

N. 93 — 1593

24 JUNI 1993. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 20 van 20 juli 1970 tot vaststelling van de tarieven van de belasting over de toegevoegde waarde en tot indeling van de goederen en de diensten bij die tarieven

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde, inzonderheid op artikel 37, gewijzigd bij de wet van 28 december 1992;

Gelet op de bijlage bij het koninklijk besluit nr. 20 van 20 juli 1970 tot vaststelling van de tarieven van de belasting over de toegevoegde waarde en tot indeling van de goederen en de diensten bij die tarieven, inzonderheid op tabel A, rubriek XVII, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 25 april 1990 en 29 december 1992, rubriek XXII, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 29 december 1992, en rubriek XXIII, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 20 januari 1975 en 29 december 1983, en op tabel B, rubriek IV, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 17 maart 1992, en rubriek V, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 17 maart 1992;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid gemotiveerd door het feit dat de wijzigingen van de BTW-tarieven voor bepaalde goederen in werking treden op 1 juli 1993 en het derhalve noodzakelijk is de ondernemingen zo vlug mogelijk van de tariefwijziging op de hoogte te brengen om hen toe te laten hun boekhoudsysteem tijdig aan dit nieuwe tarief aan te passen;